

Des membres du gouvernement précédant en Argentine font la cible d'une persécution politique



Par Guillermo Alvarado

Plusieurs sources ont dénoncé le fait que l'ex présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, sa famille et certains des anciens membres de son gouvernement font l'objet d'une persécution politique dans le but de les discréditer aux yeux de l'opinion nationale et d'empêcher ainsi le retour au pouvoir d'un gouvernement progressiste.

Cristina Fernandez entamera cette semaine une série de rencontres avec des dirigeants du Front pour la Victoire. Elle a annoncé qu'elle réalisera une tournée nationale pour expliquer à la population le harcèlement dont elle est victime.

Dans un message intitulé "État de droit, pauvreté et inégalité", Cristina Fernández a assuré que le président Mauricio Macri est en train d'utiliser le pouvoir judiciaire à son encontre. Elle explique que les grands médias, notamment le groupe Clarin, sont impliqués dans cette persécution.

Il est surprenant de voir comment ils synchronisent les nouvelles contre moi- a t-elle assuré.

De la même façon, Oscar Parilli, qui jusqu'au mois de décembre dernier a été le chef de l'Agence Fédérale d'Intelligence a déclaré que l'ex présidente est confrontée à une agression, à une campagne de diffamation, de discrédit et de persécution politique, lancée aussi contre tous ceux qui faisaient partie du gouvernement précédent.

Le juge fédéral Claudio Bonadio a ordonné une série de perquisitions contre des propriétés de la famille Kirchner-Fernández, à la recherche, soi disant, de preuves de blanchiment d'argent.

Bonadio est chargé de cette affaire, malgré le fait que récemment il a été retiré d'une affaire similaire suite aux irrégularités commises durant l'enquête.

Dans la situation actuelle, l'état de droit est en danger, comme cela n'arrivait pas depuis la fin des dictatures militaires en 1983- a déclaré l'ex directeur d'intelligence.

De l'avis d'Oscar Parilli ce harcèlement a deux objectifs très clairs. Le premier est de créer, parmi la population une image négative des deux derniers gouvernements, faire paraître leurs fonctionnaires comme des personnes qui s'adonnaient à commettre des délits au lieu de travailler en faveur de l'amélioration des conditions de vie de la majorité des Argentins.

Le second but est de détourner l'attention du programme économique à caractère néolibéral qu'applique Macri, et lequel a d'ores et déjà un impact sévère sur la population à cause de la hausse démesurée des prix, l'élimination des subventions et la dévaluation de la monnaie.

La dette publique argentine a doublé durant les 6 premiers mois de l'année et lorsque 2016 sera terminé, elle aura triplé- a ajouté Oscar Parilli.

Le coût de ces politiques tombe sur le dos des familles pauvres, des travailleurs, des petites et moyennes entreprises, alors que les bénéficiaires vont aux proches des grands exportateurs, parmi lesquels se trouvent des proches de Macri, favorisés par la baisse substantielle des impôts.

Le pire c'est que ceux qui ont monté de toutes pièces ce cirque, obtiennent que les gens regardent le spectacle concocté contre Cristina Fernández par les grands médias et deux ou trois juges prêts à servir de puissants intérêts locaux et régionaux.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/98974-des-membres-du-gouvernement-precédant-en-argentine-font-la-cible-dune-persecution-politique>



Radio Habana Cuba